



Ce chiffre a été avancé par le Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (Cnddr) mis sur pied en novembre 2018 par le président Paul Biya.

En effet, au cours de la première réunion d'évaluation du Cnddr tenue ce 7 mai 2019 à Yaoundé et présidée par le Premier Ministre, Joseph Dion Ngute, il a été dit que 165 combattants sécessionnistes ont librement choisi de déposer les armes et de se rendre aux autorités.

Parmi eux, explique Fai Yengo Francis, ancien gouverneur de la région du Littoral à la tête ce comité, on retrouve des ex-insurgés du groupe terroriste Boko Haram à l'Extrême-Nord et d'anciens combattants séparatistes des régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

Rappelons que le Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration est sous l'autorité du Premier ministre. Sa mission est, d'accueillir et de désarmer les ex-combattants de la secte islamiste Boko Haram et des groupes armés des régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest; de collecter, de répertorier et de stocker les armes et munitions remises volontairement par les ex-combattants ; de prendre toutes les dispositions appropriées pour la destruction desdites armes, munitions et explosifs, en liaison avec les administrations compétentes.